

ENQUÊTE SUR UN ANNIVERSAIRE

REPONSES A CINZE QUESTIONS

LE P.C.F. A 50 ANS

POURQUOI LES COMMUNISTES N'ONT-ILS PAS PARTICIPÉ A GOUVERNEMENT DE FRONT POPULAIRE ?

Janvier 1936. Le congrès du Parti se réunit à Villeurbanne. Dans tout le pays, de vastes manifestations antifascistes ont lieu. Dans les usines, l'union syndicale prépare le congrès d'édification qui se tiendra à Toulouse, au mois de mars. Au congrès de Villeurbanne, François Billoux est membre suppléant du Bureau Politique. Il est alors le secrétaire du comité de Marseille. Avec les communistes du grand port, il mène une action énergique pour débarrasser la ville des gangsters qui font la loi à la mairie. Il sera un des candidats du Parti aux élections législatives du 28 avril et élu député au second tour, le 3 mai 1936.

Seizième-douze communistes sont élus députés socialistes, cent seize radicaux et vingt-cinq U.S.R. Selon la règle, il appartient au dirigeant du Parti qui a le plus d'électeurs de constituer le gouvernement. Ce sera Léon Blum. Mais le Parti communiste ne participe pas au gouvernement. Pourquoi, François Billoux ?

Il n'est pas facile d'examiner cette question d'hier avec nos yeux d'aujourd'hui. Nous n'avons pas l'expérience que nous avons acquise depuis et nous nous trouvons dans une situation totalement nouvelle.

Pour moi, à l'époque, la question de la participation à un gouvernement est, ainsi, à la première réunion des soixante-

Nous disions : nous les communistes, sommes pour un gouvernement de dictature du prolétariat, pour l'instauration de la société socialiste. Mais en attendant, nous soutenons ce qui peut garantir le pays, empêcher le fascisme d'arriver, le sort des travailleurs. Nous avons d'autres buts, le sort de nos pays, nous au rassemblement effectuait autour du Front populaire. Il faut rappeler que la campagne électorale s'était déroulée sous le signe d'un anticommunisme virulent de la part des formations fascistes et réactionnaires.

— L'Internationale communiste est-elle intervenue sur cette question et si oui, dans quel sens ?

— On ne peut pas dire que ce sont les décisions de l'Internationale qui nous ont guidés, ou que ce soit sa directive qui le problème n'aurait pas été posé.

Il est vrai que nous avions eu des difficultés fin 1934 et début 1935 avec des dirigeants de l'Internationale Communiste qui faisaient des réserves sur le Front populaire. Maurice Thorez a indiqué dans « L'Unité du Peuple », comment il avait reçu d'un dirigeant d'un parti étranger, dans le cadre de l'Internationale Communiste, l'avis de ne pas participer au Front populaire et qu'il lui avait répondu ainsi. Il n'y avait pas lieu de remettre sa décision en cause.

Mais ensuite, le VII^e congrès de l'Internationale s'était réuni en août 1935 et nous avait donné raison.

Le VII^e congrès avait même envisagé la participation à un gouvernement et y fixait, il est vrai, un certain nombre de conditions.

Dans le rapport de Dimitroff, puis dans la résolution finale, on trouve, en effet, la création d'un gouvernement de « front unique prolétarien » ou de « front populaire antifasciste », qui n'est pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engage à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, à organiser le soutien de la participation communiste devant « être tenu compte de la situation concrète ». Et ces conditions, liées d'une situation pré-révolutionnaire, à la vérité, à la situation actuelle, ce qui n'était pas précisément le cas.

Cependant, dans son intervention au VII^e congrès de l'I.C., au nom de la députation française, Maurice Thorez avait indiqué : « Les pouvoirs du mouvement de masses peut imposer la nécessité d'un gouvernement de front populaire que notre Parti appuierait et auquel il pourrait même participer le cas échéant... Il s'agit, à cet égard, d'une position politique adhésive qui exige beaucoup de fermeté et de prudence. Notre Parti peut le réaliser ; il ne risque plus de se confondre ou d'être conquis avec les autres partis ».

En conclusion, je pense que le Parti ne s'est pas posé la question plus tard, la consolidation effective du Front Populaire.



Les grèves de 36... Tout exprime la victoire prochaine : les congés payés, les 40 heures, l'augmentation du niveau de vie.



Les grèves de 36... Tout exprime la victoire prochaine : les congés payés, les 40 heures, l'augmentation du niveau de vie.



Les grèves de 36... Tout exprime la victoire prochaine : les congés payés, les 40 heures, l'augmentation du niveau de vie.

vement des seuls artisans du Front Populaire. Encore moins pourrait-il être le gouvernement d'un seul parti ou de plusieurs partis. Le gouvernement est le gouvernement de la France.

Au mois d'août, le Comité Central proposait aux représentants des autres partis l'élaboration du Front Populaire pour l'application d'un programme démocratique et national.

Nous avons reformulé ces propositions en juin 1937. Au moment de la démission du gouvernement Blum, le Comité Central s'est réuni. Il a adopté la suggestion du camarade Nédélec de proposer aux autres partis et organisations la réunion d'un congrès national des comités de Front Populaire. Nous voulions ainsi consolider l'alliance et, bien entendu, dans le gouvernement qui aurait pu en sortir, nous aurions pris notre place.

— Y a-t-il eu ensuite d'autres propositions de participation communiste à un gouvernement jusqu'à la guerre ?

— Oui. En 1939, la faillite de la politique de Munich était confirmée par la multiplication des agressions fascistes. Le gouvernement Daladier prenait sans cesse de nouvelles mesures contre les travailleurs. Ces autres partis et organisations, le Comité Central allait lancer un nouvel appel à la formation d'un véritable gouvernement de défense nationale s'appuyant sur la masse du peuple français et en premier lieu sur le Front Populaire pour organiser la résistance à l'envahisseur allemand et, si le fallait, militaire, aux agressions fascistes.

Que nous ayons été prêts à prendre notre part à un tel gouvernement, le croit que la suite de l'histoire, la part prise par les communistes à la Résistance, le démontre amplement.

Claude Lecomte interrogé François Billoux (entretien réalisé le 11 décembre)

deux députés communistes quand nous avons prêté le serment de fidélité à notre mandat ? Nous n'avons pas eu beaucoup d'années de notre activité politique au Parlement, mais nous avons eu une expérience, mais nous n'avons pas eu l'expérience d'une participation à un gouvernement.

— Précisément, cette pression populaire, cristallisée par la victoire électorale, va se manifester par l'occupation des usines, au mois de juin. Ne risquez-vous pas alors d'être accusés de duplicité ou, pour le moins, de refuser vos responsabilités ?

— Nous avons soutenu les grèves. N'étaient-elles pas l'expression des revendications des travailleurs incluses dans le programme du Front Populaire ? Nous avons pris à toutes nos responsabilités. Quand ces revendications ont été satisfaites par les décrets d'accords Matignon, nous avons dit qu'il fallait savoir cesser une grève.

Les salaires furent augmentés de 1 à 15 %, les conventions collectives instituées dans les jours de congés payés. Sans parler des payeurs, des artisans et commerçants qui bénéficièrent aussi des lois sociales. La solidarité était prolongée à 14 ans.

Nous voulions ainsi préserver l'union qui s'était réalisée sur un programme limité, mais parfaitement applicable. Il n'y avait donc nullement une manœuvre de notre part, une tentative de plaquer le gouvernement à direction socialiste en difficulté. A noter que, durant toute cette période, Maurice Thorez et Jacques Duclos rencontraient Léon Blum, chaque semaine, afin de faire ensemble le point de la situation.

— Le Parti socialiste était-il partisan de la participation communiste ?

— Léon Blum nous l'avait proposé quelques jours après le second tour de scrutin, sans d'ailleurs beaucoup insister.

— C'est alors que Maurice Thorez avança l'idée de cette possibilité ?

— Benoît Frachon et Jacques Duclos, qui se prononcèrent contre, ont raconté cette discussion à laquelle je n'ai pas leur avis, je pense que c'était alors l'opinion générale du Parti. C'est sans doute pour cela que Maurice n'a pas insisté et se contenta de poser cette question, dans cet état d'esprit général, risquant d'être perçue et que, peut-être, la compréhension de l'évolution de la situation, des données nouvelles, ait pu encore donner naissance à une autre proposition de chemin pour que le Parti soit prêt à examiner cette éventualité.

— Quels arguments étaient avancés ?

— En réalité, il n'y a pas eu débat sur cette question. Dans la campagne électorale elle-même, nous avions dit que nous ne revendiquions pas de place au ministère. Nous avançons deux raisons.

— En Espagne, les communistes sont entrés au gouvernement. Pas à celui constitué après les élections ayant donné la majorité au Front Populaire, en janvier 1936. La rébellion franquiste commença le 18 juillet. C'est en septembre que le socialiste Largo Caballero, formant un nouveau gouvernement, le Parti Communiste Espagnol décida d'y participer afin de contribuer à l'union républicaine contre la rébellion militaire organisée avec le soutien d'Hitler et de Mussolini.

Jacques Duclos a raconté dans ses « Mémoires » comment les camarades espagnols lui ayant demandé son avis, il se montra favorable à cette solution.

Nous avons bien sûr tiré les leçons de cette expérience de la même façon que dans notre souci de réaliser le front unique communiste-socialiste, puis le Front Populaire, nous avons tiré les leçons de la défaite du mouvement ouvrier allemand à cause de sa démission.

— A quelques mois d'intervalle, cette attitude différente des deux partis montre qu'il ne s'agissait ni d'une interdiction de l'Internationale, ni d'un désaccord de principe ?

— La participation ministérielle n'a jamais été une fin en soi. Les communistes n'entrent pas dans un gouvernement pour y faire d'abord que ce qui leur convient, y être les artisans du grand capital. Participer à un gouvernement ne peut se concevoir que pour appliquer un programme qui réalise une étape.

En résumé, la participation ne se conçoit que pour certains objectifs qu'elle peut permettre d'atteindre. Pour dépend donc des conditions réelles du moment et de la représentation que le Parti en a.

— Mais à ce moment, ce sont les dirigeants socialistes qui ont refusé ?

— Oui, et aussi les radicaux. Tout comme ils ont refusé nos propositions renouvelées à plusieurs reprises au cours des années 1937-1938 et même 1952.

— Alors que s'est-il passé entre-temps dans le Parti ? En mai 1936, au lendemain de la victoire, la question ne s'était pas même posée, et un an plus tard, dans des conditions plus difficiles, le Comité central non seulement avait l'idée de la participation mais fait des propositions en ce sens. Y a-t-il eu une révision déclinatoire ?

— Absolument pas. D'une part, nous avons fait notre expérience. D'autre part, ce changement d'attitude était commandé par la logique des événements, par notre souci de maintenir le Front Populaire. Le développement même de cette bataille exigeait que le Parti utilise tous les moyens possibles, compris la confection d'un nouveau gouvernement auquel nous aurions participé.

— Puisque nous parlons d'expérience, il faut aussi mentionner celle de l'Espagne, dont la tragédie domine cette époque ?

— En Espagne, les communistes sont entrés au gouvernement. Pas à celui constitué après les élections ayant donné la majorité au Front Populaire, en janvier 1936. La rébellion franquiste commença le 18 juillet. C'est en septembre que le socialiste Largo Caballero, formant un nouveau gouvernement, le Parti Communiste Espagnol décida d'y participer afin de contribuer à l'union républicaine contre la rébellion militaire organisée avec le soutien d'Hitler et de Mussolini.

Jacques Duclos a raconté dans ses « Mémoires » comment les camarades espagnols lui ayant demandé son avis, il se montra favorable à cette solution.

Nous avons bien sûr tiré les leçons de cette expérience de la même façon que dans notre souci de réaliser le front unique communiste-socialiste, puis le Front Populaire, nous avons tiré les leçons de la défaite du mouvement ouvrier allemand à cause de sa démission.

— A quelques mois d'intervalle, cette attitude différente des deux partis montre qu'il ne s'agissait ni d'une interdiction de l'Internationale, ni d'un désaccord de principe ?

— La participation ministérielle n'a jamais été une fin en soi. Les communistes n'entrent pas dans un gouvernement pour y faire d'abord que ce qui leur convient, y être les artisans du grand capital. Participer à un gouvernement ne peut se concevoir que pour appliquer un programme qui réalise une étape.

En résumé, la participation ne se conçoit que pour certains objectifs qu'elle peut permettre d'atteindre. Pour dépend donc des conditions réelles du moment et de la représentation que le Parti en a.

— Mais à ce moment, ce sont les dirigeants socialistes qui ont refusé ?

— Oui, et aussi les radicaux. Tout comme ils ont refusé nos propositions renouvelées à plusieurs reprises au cours des années 1937-1938 et même 1952.

— Alors que s'est-il passé entre-temps dans le Parti ? En mai 1936, au lendemain de la victoire, la question ne s'était pas même posée, et un an plus tard, dans des conditions plus difficiles, le Comité central non seulement avait l'idée de la participation mais fait des propositions en ce sens. Y a-t-il eu une révision déclinatoire ?

— Absolument pas. D'une part, nous avons fait notre expérience. D'autre part, ce changement d'attitude était commandé par la logique des événements, par notre souci de maintenir le Front Populaire. Le développement même de cette bataille exigeait que le Parti utilise tous les moyens possibles, compris la confection d'un nouveau gouvernement auquel nous aurions participé.

— Puisque nous parlons d'expérience, il faut aussi mentionner celle de l'Espagne, dont la tragédie domine cette époque ?

— En Espagne, les communistes sont entrés au gouvernement. Pas à celui constitué après les élections ayant donné la majorité au Front Populaire, en janvier 1936. La rébellion franquiste commença le 18 juillet. C'est en septembre que le socialiste Largo Caballero, formant un nouveau gouvernement, le Parti Communiste Espagnol décida d'y participer afin de contribuer à l'union républicaine contre la rébellion militaire organisée avec le soutien d'Hitler et de Mussolini.

Jacques Duclos a raconté dans ses « Mémoires » comment les camarades espagnols lui ayant demandé son avis, il se montra favorable à cette solution.

Nous avons bien sûr tiré les leçons de cette expérience de la même façon que dans notre souci de réaliser le front unique communiste-socialiste, puis le Front Populaire, nous avons tiré les leçons de la défaite du mouvement ouvrier allemand à cause de sa démission.

— A quelques mois d'intervalle, cette attitude différente des deux partis montre qu'il ne s'agissait ni d'une interdiction de l'Internationale, ni d'un désaccord de principe ?

— La participation ministérielle n'a jamais été une fin en soi. Les communistes n'entrent pas dans un gouvernement pour y faire d'abord que ce qui leur convient, y être les artisans du grand capital. Participer à un gouvernement ne peut se concevoir que pour appliquer un programme qui réalise une étape.

En résumé, la participation ne se conçoit que pour certains objectifs qu'elle peut permettre d'atteindre. Pour dépend donc des conditions réelles du moment et de la représentation que le Parti en a.

— Mais à ce moment, ce sont les dirigeants socialistes qui ont refusé ?

— Oui, et aussi les radicaux. Tout comme ils ont refusé nos propositions renouvelées à plusieurs reprises au cours des années 1937-1938 et même 1952.

— Alors que s'est-il passé entre-temps dans le Parti ? En mai 1936, au lendemain de la victoire, la question ne s'était pas même posée, et un an plus tard, dans des conditions plus difficiles, le Comité central non seulement avait l'idée de la participation mais fait des propositions en ce sens. Y a-t-il eu une révision déclinatoire ?

— Absolument pas. D'une part, nous avons fait notre expérience. D'autre part, ce changement d'attitude était commandé par la logique des événements, par notre souci de maintenir le Front Populaire. Le développement même de cette bataille exigeait que le Parti utilise tous les moyens possibles, compris la confection d'un nouveau gouvernement auquel nous aurions participé.

— Puisque nous parlons d'expérience, il faut aussi mentionner celle de l'Espagne, dont la tragédie domine cette époque ?

— En Espagne, les communistes sont entrés au gouvernement. Pas à celui constitué après les élections ayant donné la majorité au Front Populaire, en janvier 1936. La rébellion franquiste commença le 18 juillet. C'est en septembre que le socialiste Largo Caballero, formant un nouveau gouvernement, le Parti Communiste Espagnol décida d'y participer afin de contribuer à l'union républicaine contre la rébellion militaire organisée avec le soutien d'Hitler et de Mussolini.

Jacques Duclos a raconté dans ses « Mémoires » comment les camarades espagnols lui ayant demandé son avis, il se montra favorable à cette solution.

Nous avons bien sûr tiré les leçons de cette expérience de la même façon que dans notre souci de réaliser le front unique communiste-socialiste, puis le Front Populaire, nous avons tiré les leçons de la défaite du mouvement ouvrier allemand à cause de sa démission.

— A quelques mois d'intervalle, cette attitude différente des deux partis montre qu'il ne s'agissait ni d'une interdiction de l'Internationale, ni d'un désaccord de principe ?

— La participation ministérielle n'a jamais été une fin en soi. Les communistes n'entrent pas dans un gouvernement pour y faire d'abord que ce qui leur convient, y être les artisans du grand capital. Participer à un gouvernement ne peut se concevoir que pour appliquer un programme qui réalise une étape.

En résumé, la participation ne se conçoit que pour certains objectifs qu'elle peut permettre d'atteindre. Pour dépend donc des conditions réelles du moment et de la représentation que le Parti en a.

— Mais à ce moment, ce sont les dirigeants socialistes qui ont refusé ?

— Oui, et aussi les radicaux. Tout comme ils ont refusé nos propositions renouvelées à plusieurs reprises au cours des années 1937-1938 et même 1952.

PROCHAIN ARTICLE
LES COMMUNISTES ET LA LUTTE ARMÉE PENDANT L'OCCUPATION

parti

REUNIONS ET CONFERENCES

A l'Institut Maurice-Thorez

Sous la présidence de Rol Thorez, conférence ce soir jeudi, à 20 h. 45, de Victor Joannès, directeur de l'Institut, sur « L'histoire du Parti Communiste Français ».

Renault-Billancourt

La section communiste des usines de Renault-Billancourt organise ce soir jeudi, à 18 heures, une assemblée dirigée par notre camarade Jacques Duclos et en présence du maire, notre camarade Guyot.

Vétérans de Paris

La Fédération de Paris du P.C.F. organise une réception pour ses vétérans samedi, à 15 heures, 33, rue de la Grande-Belle-Église, sous la présidence de Paul Laurent, avec Raymond Guyot.

A BONNEUIL-SUR-MARNE

Dans une salle comble, 600 personnes ont assisté à la réunion de notre camarade Jacques Duclos et en présence du maire, notre camarade Arrière.

Manifestations pour le 50^e anniversaire du Parti

Les manifestations pour le 50^e anniversaire de notre Parti continueront : le 21 décembre, à Boulogne-sur-Mer (Waldeck-Lucas) au Havre (Gautier) et à Caen (Gautier).

Manifs de la Seine

Demain le 22 décembre, à Paris, à 14 heures, au Grand Palais, sous la présidence de notre camarade Henri Fribourg, Déclaration de Roland Grenier, par notre camarade Pierre Montheil (Elysée) et notre camarade Pierre Prêcheur, Brive (Jean Duvivier).

Val-de-Marne : des milliers de participants

Plusieurs milliers de personnes ont participé depuis plusieurs jours à la manifestation de la Fédération du Val-de-Marne, en préparation de la manifestation du Parti de cinquante ans : « Tous les jours de la vie ».

L'avenir du Parti Communiste Français

(Suite de la 1^{re} page)

Nous voulons comme eux libérer la classe ouvrière, toute la société de l'exploitation, de l'oppression. Cette continuité dans le dessein fait la grandeur du Parti Communiste Français.

En même temps, Waldeck Rochet en a montré l'exemple, nous sommes à l'analyse attentive des aspects nouveaux de la réalité économique, sociale et politique, nous tenons compte des changements et des conditions originales de notre combat, nous abordons avec esprit d'initiative la réalisation de notre tâche, la réalisation de notre tâche, la réalisation de notre tâche.

Les militants communistes puiseront dans cet ouvrage

OUVERTURE A VITRY

d'un CENTRE DE VENTE DIRECTE 7 JOURS EXTRAORDINAIRES

MEUBLES - SALONS - TELEVISION - MENAGER DU VENDREDI 18 AU JEUDI 24 DECEMBRE

PRIX D'INAUGURATION

TELEVISIONS CONTINENTAL-EDISON, SCHNEIDER

L'Humanité du jeudi 17 décembre 1970 n° 8186

